Nations Unies A/59/427–S/2004/806

# Assemblée générale
# Conseil de sécurité

Distr. générale
8 octobre 2004
Français
Original: anglais

**Assemblée générale**
**Cinquante-neuvième session**
Points 25, 36, 37, 76, 104 et 138 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**
**Cinquante-neuvième année**

**Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies**

**La situation au Moyen-Orient**

**Question de Palestine**

**Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés**

**Droit des peuples à l'autodétermination**

**Nationalité des personnes physiques et succession d'États**

## Lettres identiques datées du 8 octobre 2004, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais appeler votre attention sur les déclarations graves et révélatrices faites cette semaine par M. Dov Weisglass, conseiller principal du Premier Ministre israélien Ariel Sharon, qui avait assuré la défense de Sharon au cours de l'enquête menée en 1983 par la Commission Kahana pour déterminer son rôle dans le massacre de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila au Liban. Présentant le prétendu « Plan de désengagement » dans un entretien accordé à *Haaretz*, journal israélien important, Weisglass a révélé dans des termes on ne peut plus clairs les intentions véritables et malveillantes du Gouvernement israélien. Selon lui, M. Sharon a conçu le plan de désengagement comme un moyen de « geler » le processus de paix et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.

Les observations détaillées faites par M. Weisglass tout au long de l'entretien montrent clairement les intentions machiavéliques et malveillantes du plan de désengagement et mettent sérieusement en cause la nature des « assurances » données au Gouvernement israélien par le Gouvernement américain. À cet égard,

04-54428 (F) 111004 111004
*0454428*

Weisglass déclare ouvertement : « Le désengagement, c'est du formol. Il nous fournit la quantité nécessaire de formol pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens. » Faisant référence au but exact du plan de désengagement, il ajoute : « Cela signifie le gel du processus politique. En gelant le processus politique, on empêche la création d'un État palestinien ainsi que les discussions sur les questions des réfugiés, des frontières et de Jérusalem. En fait, tout cet ensemble appelé "État palestinien", avec tout ce que cela suppose, a été retiré de notre ordre du jour pour une période indéterminée, le tout avec un blanc-seing, avec la bénédiction du Président et la ratification des deux chambres du Congrès. »

Répondant à des questions sur le prétendu plan israélien d'évacuation des colonies dans la bande de Gaza dans le cadre du plan de désengagement alors qu'Israël maintient son emprise sur la Cisjordanie, Weisglass a évoqué en particulier les intentions d'Israël concernant les colonies israéliennes illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et a confirmé dans des termes crus le double jeu d'Israël. Il a dit notamment, « en ce qui concerne les grands blocs de colonies, grâce au plan de désengagement, les Américains déclarent pour la première fois que ceux-ci feront partie d'Israël … 190 000 colons sur 240 000 ne seront pas déplacés. Ils ne bougeront pas ». Il a cyniquement ajouté : « ce dont les Américains et moi sommes effectivement convenus, c'est qu'on ne s'occupera pas du tout d'une partie des colonies et qu'on ne s'occupera des autres que quand les Palestiniens ne deviendront pas Finlandais ».

Les observations de M. Weisglass font écho aux remarques antérieures de M. Sharon au sujet de ses intentions concernant le processus de paix en général et la Feuille de route en particulier. M. Sharon a récemment déclaré de façon très nette que la Feuille de route n'était pas à l'ordre du jour. Il a aussi informé plusieurs personnalités internationales que son plan de désengagement était la seule initiative et qu'elle n'avait rien à voir avec la Feuille de route, mais qu'elle pourrait permettre d'y revenir.

Les récentes déclarations de M. Sharon, de M. Weisglass et d'autres responsables israéliens, mais aussi le contenu de l'entretien de M. Weisglass avec *Haaretz* donnent une image dangereuse de la politique israélienne officielle et doivent être pris au sérieux par la communauté internationale. Si l'on ajoute qu'Israël a seulement accepté les « étapes » de la Feuille de route, non sans avoir au préalable émis 14 réserves, aucun doute n'est permis sur les positions réelles de l'actuel Gouvernement israélien. Il faut aussi souligner que c'est ce même gouvernement qui a poursuivi sans relâche des politiques et des pratiques illégales contre le peuple palestinien, notamment la construction illégale du mur et les activités d'établissement de colonies dans l'ensemble du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

À l'évidence, la puissance occupante n'a ni la volonté ni l'intention de chercher à mettre un terme à l'occupation et à réaliser la paix sur la base de la solution fondée sur deux États. Bien au contraire, le Gouvernement israélien actuel a montré en paroles et en actes que la paix ne l'intéressait pas, qu'il n'était pas un partenaire pour la paix et qu'il cherchait seulement à perpétuer sa domination sur un autre peuple et sur ses terres en poursuivant l'agression, l'expansionnisme et l'annexion. Plutôt que de se conformer au droit international et de collaborer aux efforts menés sur le plan international afin de résoudre le conflit, notamment par la

mise en œuvre de la Feuille de route du Quatuor, la puissance occupante fait tout pour bafouer le droit, entraver le processus de paix et se consacrer à ses plans sinistres servant ses seuls intérêts illégitimes. Devant de telles révélations, la communauté internationale, y compris le Quatuor, doit intervenir directement, clairement et en urgence, afin de sauver le processus de paix et de faire revivre les espoirs de paix.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 25, 36, 37, 76, 104 et 138 de l'ordre du jour de la cinquante-neuvième session, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Observateur permanent de la Palestine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nasser **Al-Kidwa**